



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Action Départementale
Bureau des installations classées

Arrêté préfectoral modificatif du **06 FEV. 2018**

autorisant la SCEA MARQUET LES JARDIÈRES à
restructurer l'élevage porcin, situé à PLEUGUENEUC, et
mettre à jour le plan d'épandage.

N° 30758 modificatif

LE PRÉFET de la RÉGION de BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2102 « élevages de porcs » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 30758 délivré le 26 mars 2001, modifié les 24 novembre 2004, 10 janvier 2007, 8 août 2012 et 6 mai 2016, autorisant l'EARL MARQUET à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Les Basses Jardières » à PLEUGUENEUC ;

VU le récépissé de déclaration de succession n° 31840 du 3 avril 2002 par lequel la SCEA MARQUET succède à l'EARL MARQUET pour l'exploitation de l'installation précitée ;

VU le récépissé de déclaration de succession n° 37964 du 26 janvier 2009 par lequel l'EARL MARQUET Sophie succède à la SCEA MARQUET ;

VU le récépissé de déclaration de succession n° 31840-1 du 12 janvier 2016, modifié le 18 janvier 2018, par lequel la SCEA MARQUET LES JARDIÈRES succède à l'EARL MARQUET Sophie, pour l'exploitation de l'élevage de porcs visé ci-dessus ;

VU la demande présentée le 28 août 2017 par la SCEA MARQUET LES JARDIÈRES en vue d'augmenter ses effectifs porcins et mettre à jour le plan d'épandage ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées du 26 septembre 2017 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 19 décembre 2017 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié à la SCEA MARQUET LES JARDIÈRES le 4 janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L-511.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du Titre 1er du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

CONSIDÉRANT que :

- les effectifs augmentent de 450 animaux-équivalents pour atteindre 4016 animaux-équivalents ;
- il n'y a pas d'augmentation de production de porcelets ;
- les distances réglementaires seront respectées par rapport aux tiers et à l'eau ;
- les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié sont respectées ;
- les seuils réglementaires pour l'azote et le phosphore sont respectés ;
- les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine,

A R R Ê T E :

Article 1er – L'article 1^{er} de l'arrêté n° 30758 du 26 mars 2001 modifié les 24 novembre 2004, 10 janvier 2007, 8 août 2012 et 6 mai 2016 est modifié comme suit :

La SCEA MARQUET LES JARDIÈRES est autorisée à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Les Basses Jardières » à PLEUGUENEUC.

L'établissement sera classé à la rubrique 2102 et 3660b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les effectifs animaux entretenus dans l'exploitation ne devront en aucun cas dépasser par types et catégories ceux fixés au tableau ci-dessous.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique 2102	Nombre
Reproducteurs (truies + verrats) (truies = femelles saillies ou ayant mis bas, verrats = mâles autorisés pour la reproduction)	364
Porcelets sevrés de moins de 30 kg	1770
Autres porcs (porcs à l'engrais – Jeunes femelles)	2542 porcs à l'engrais et 28 cochettes

Article 2 – L'article 6, alinéa 8, de l'arrêté n° 30758 du 26 mars 2001 modifié les 24 novembre 2004, 10 janvier 2007, 8 août 2012 et 6 mai 2016 est modifié comme suit :

« Stockage des effluents liquides : 6 183 m³ au total. »

Article 3 – L'article 7 de l'arrêté n° 30758 du 26 mars 2001 modifié les 24 novembre 2004, 10 janvier 2007, 8 août 2012 et 6 mai 2016 est modifié comme suit :

« Le plan d'épandage ainsi que la convention avec les prêteurs devront être tenus à la disposition de l'inspection. Les périodes d'épandage devront être conformes aux dispositions en vigueur au titre des programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. »

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de SAINT-MALO et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la SCEA MARQUET LES JARDIÈRES ainsi qu'au maire de PLEUGUENEUC.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Denis OLAGNON